



LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES CHINOISES : L'HEURE DES CHOIX

DÉCEMBRE 2019



INTRODUCTION

FRANÇOIS GODEMENT

La dernière *Central Economic Work Conference*, un rendez-vous annuel pour fixer l'agenda économique du pays, vient de prendre fin à Pékin. Les observateurs en attendaient les conclusions avec une inquiétude inhabituelle. Comment répondre au ralentissement de la croissance ? Que faire d'une dette en augmentation ? Un nouveau plan de relance est-il une option ? Et *quid* de la politique monétaire et du taux de change du renminbi ? **Les maîtres mots qui émergent de la conférence sont « stabilité » et « prudence ».** Il est désormais évident que la classe dirigeante chinoise se prépare à l'éventualité de nouvelles secousses commerciales en provenance des États-Unis ; elle est peut-être réticente à l'idée

d'y répondre par des réformes du marché. Cette édition de *China Trends* jette la lumière sur trois différents types de tendances qui caractérisent aujourd'hui l'économie chinoise.

La première analyse, celle d'Angela Stanzel, s'intéresse au modèle de croissance. Elle met en lumière de nouvelles évolutions : il s'agit principalement d'une stratégie visant à faire monter en gamme la technologie chinoise et de la volonté d'aboutir, par l'innovation, à un « développement de haute qualité ». Pourtant, au-delà de l'optimisme officiellement affiché, de nombreuses sources d'inquiétudes font surface, comme la stagnation des revenus des classes moyennes et le ralentissement de la consommation intérieure. **Deux relais de croissance sont favorisés. Le premier réside dans un soutien financier accru aux petites et moyennes entreprises (PME).** Les auteurs n'en font pas mention mais, en pratique, on peut ici y voir un renouveau de ce qu'on avait pu entendre fin 2018 : des appels, éphémères, à un soutien du secteur privé. **Le second vise une politique de dépenses sociales expansionniste**, qui permettrait de réorienter des épargnes et des investissements forcés vers la consommation. Mais en harmonie avec cet air du temps, typique des tendances politiques actuelles, il n'est plus question ni du rôle du marché, ni de réformes libérales.

Les maîtres mots qui émergent de la conférence sont « stabilité » et « prudence ». Il est désormais évident que la classe dirigeante chinoise se prépare à l'éventualité de nouvelles secousses commerciales en provenance des États-Unis.

Or, les défis persistent. Notre deuxième analyse, celle de Viviana Zhu, se penche sur le destin de la loi anti-monopole chinoise, promulguée en 2008. Avec sûrement un brin de nostalgie, un des analystes étudiés dans l'article se remémore le lancement de la réforme, les années Deng Xiaoping. **Vingt années d'efforts ont été nécessaires pour que la loi soit adoptée - contre une ligne défendant l'idée qu'une Chine en voie de développement avait besoin de davantage (et non de moins) de monopoles, et malgré une forte propension à défendre les « monopoles administratifs », une notion qui va, en Chine, bien au-delà des simples monopoles naturels.** Cette dernière contradiction a survécu à la loi. Alors que le *Unirule Institute*, notoirement libéral (et depuis interdit d'exercer), plaçait en faveur de restrictions supplémentaires sur les monopoles administratifs, diverses autorités de l'État se livraient à des batailles intestines ou à des luttes avec certaines entreprises d'État, aux connexions souvent plus solides avec le cœur du pouvoir politique.

Les deux premières analyses de cette édition se font ainsi l'écho de deux courants de pensée des politiques économiques chinoises. Le premier est technocratique et compatible avec la notion d'autosuffisance : dans cette approche, monter en gamme et élargir la sphère sociale sont une manière de répondre aux turbulences venant de l'extérieur et aux enjeux d'une croissance ralentie. Le second courant est - implicitement seulement - un appel à la réforme en utilisant les pressions commerciales extérieures, ou *gaiatsu*, pour reprendre le terme utilisé au Japon lorsque l'archipel subissait une offensive de la part des États-Unis. **Ce courant est aussi une réponse à l'insatisfaction croissante exprimée à l'étranger à l'égard d'une économie socialiste de marché et subventionnée, dans laquelle les acteurs privés perdent en influence, sauf lorsqu'ils deviennent eux-mêmes des champions nationaux soutenus par l'État.**

Ainsi, la pression étrangère pourrait en cela être un facteur déterminant, quand bien même Xi Jinping et le système d'État-parti semblent faire le choix clair d'une posture de résistance. Notre troisième analyse donne à voir une ligne dure de la posture chinoise tout au long du conflit commercial avec les États-Unis. Selon cette ligne, le découplage ne saurait avoir lieu, les réformes existantes sont suffisantes, et l'économie chinoise est résiliente. Notre auteur invité, Jiakun Jack Zhang, indique à juste titre que **cet optimisme passe sous silence la réalité de la faiblesse de la consommation intérieure dans l'économie chinoise, et celle de l'augmentation de la dette, qui contraindra les dépenses futures**. Ces réalités objectives expliquent pourquoi certains autres experts chinois invitent encore la Chine à accepter des concessions afin de mettre un terme au conflit commercial.

Là aussi, deux points de vue s'opposent, bien que l'un domine clairement l'opinion publique.

À PROPOS

China Trends cherche à comprendre la Chine en s'appuyant sur des sources en langue chinoise. A une époque où la Chine structure souvent l'agenda des discussions internationales, un retour aux sources de la langue chinoise et des débats politiques – lorsqu'ils existent – permet une compréhension plus fine des logiques qui sous-tendent les choix de politiques publiques de la Chine. *China Trends* est une publication trimestrielle du programme Asie de l'Institut Montaigne. Chaque numéro est consacré à un thème unique.



LA CROISSANCE CHINOISE : UN SECOND SOUFFLE ?

2019 pourrait être l'année de croissance économique chinoise la plus basse depuis 1992. La *National Institution for Finance and Development* (NIFD), un *think tank* basé à Pékin, a récemment estimé qu'en 2020, le taux de croissance chinois serait même inférieur à 6 %, en tablant sur une croissance de 5,8 % contre 6,1 % cette année. 5,8 % serait un taux inférieur à l'objectif de croissance que s'est fixé la Chine pour 2019 (entre 6 et 6,5 %) et laisse présager une nouvelle pression à la baisse sur l'économie chinoise. **On comprend le pessimisme des économistes - en Chine comme ailleurs - quant aux perspectives de la croissance chinoise de demain.** Yu Yongding, ancien président de la *China Society of World Economics* et directeur de l'*Institute of World Economics and Politics* de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS), estime que « la tendance à la baisse présente davantage de risques encore que ce que nombre d'observateurs ne veulent le croire »¹.

Contrairement à ces prédictions bien sombres, les deux auteurs dont les analyses sont présentées dans cet article font preuve d'un certain optimisme : selon eux, la croissance de l'économie chinoise conservera un rythme raisonnable si le gouvernement privilégie les politiques économiques pertinentes. Zhang Deyong, chercheur à l'*Institute of Financial and Economic Strategy* de l'Académie chinoise des sciences sociales, place ses espoirs dans les nouveaux moteurs de la croissance chinoise ; Li Xunlei, économiste en chef de Zhongtai Securities et vice-président du *China Chief Economist Forum*, s'attache quant à lui à ses moteurs traditionnels.

L'analyse de Zhang Deyong l'amène à considérer que **l'économie chinoise a plutôt bien progressé au premier semestre 2019, ce en dépit des incertitudes de son environnement extérieur et de la pression à la baisse sur l'économie**².

L'économie chinoise s'orientant vers un « développement de haute qualité », l'innovation est devenue le premier moteur du développement.

En mai 2019, 5,97 millions d'emplois ont été créés dans les zones urbaines. La production s'est de plus stabilisée, voire a progressé, le secteur tertiaire a conservé une croissance rapide, la demande intérieure a continué de croître et le e-commerce a connu une forte croissance³.

Zhang Deyong souligne de même

que les exportations sont toujours en forte croissance et que l'excédent commercial chinois s'est encore accru. Si la deuxième affirmation est exacte, cette vision des exportations chinoises pêche peut-être par excès d'optimisme. Ainsi, si l'on en croit le MOFCOM, le ministère du Commerce chinois : « entre janvier et septembre 2019, la valeur totale du commerce extérieur chinois a atteint 3 351,78 milliards de dollars, soit une baisse de 2,4 % si l'on compare avec l'année précédente sur la même période. Les exportations ont atteint 1 825,11 milliards de dollars américains, soit une baisse de 0,1 % par rapport à l'année précédente (toujours de janvier à septembre), et les importations 1 526,67 milliards de dollars américains, soit une baisse de 5 %. L'excédent commercial s'est élevé à 298,43 milliards de dollars américains, augmentant ainsi de 36,1 % »⁴.



ANGELA STANZEL

Angela Stanzel est *Senior Policy Fellow* du programme Asie et la représentante de l'Institut Montaigne en Allemagne. Elle est également rédactrice en chef de la publication trimestrielle de l'institut, *China Trends*. Elle a été *Senior Policy Fellow* du programme Asie de l'ECFR en 2014 et éditrice de *China Analysis* depuis 2017. Avant de rejoindre l'ECFR, elle a travaillé à la fondation BMW et au bureau des affaires internationales de la Fondation Koerber à Berlin. Précédemment, elle a travaillé au bureau de Bruxelles du *German Marshall Fund* et à l'ambassade allemande de Pékin.

1. Yu Yongding, « China Needs to Arrest Slowing Economic Growth, And it Has the Means to Do So », *South China Morning Post*, 7 novembre 2019, <https://www.scmp.com/comment/opinion/article/3036521/china-needs-arrest-slowing-economic-growth-and-it-has-means-do-so>

2. Zhang Deyong, « Grasp the 'Real' and 'Potential' of China's Economic Development » 全面把握中国经济发展的“实”与“势.” *Wisdom China 智慧中国*, septembre 2019.

3. Online retail sales rose by 16.8% year-on-year over the period January and August (though down from the 28.2% growth the year before), according to data published last month by the National Bureau of Statistics.

4. Ministry of Commerce of the People's Republic of China, « Briefing on China's Import & Export in September 2019 », *MOFCOM*, 11 octobre 2019, <http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/BriefStatistics/201911/20191102912682.shtml>

L'économie chinoise s'orientant vers un « développement de haute qualité », l'innovation est devenue le premier moteur du développement, comme l'écrit Zhang Deyong, permettant ainsi un essor robuste des « trois nouvelles » économies («三新» 经济), que sont les nouvelles industries, les nouveaux formats et les nouveaux modèles économiques (新产业、新业态、新商业模式). Ces nouvelles économies s'appuient sur l'innovation et ont été portées de différentes manières par la numérisation de l'économie, l'intelligence artificielle, le *big data* ou le e-commerce. En 2017, le poids de la croissance de ces « trois nouvelles » économies représentait 15,7 % de la croissance totale du PIB, soit 0,4 % de plus qu'en 2016, et 2,9 % de plus en comparaison avec le taux de croissance actuel du PIB.

Dans la lignée de l'essor de ces « trois nouvelles » économies, Zhang Deyong souligne l'incessante émergence de nouveaux modèles de consommation. Bien qu'entre janvier et avril derniers, le taux de croissance ait diminué de 0,5 point

Le manque d'optimisme perçu chez les consommateurs peut s'expliquer par la stagnation du revenu disponible des ménages chinois.

de pourcentage, l'investissement dans les industries high-tech a de son côté augmenté de 11,9 % - en comparaison avec l'année précédente sur la même période. Les investissements liés à la transformation numérique (industrie 4.0) ont quant à eux augmenté de 15 % dans

l'industrie manufacturière ; l'universitaire souligne donc la forte croissance de l'industrie high-tech depuis le début de l'année 2019. En mai, sa valeur ajoutée a augmenté de 9,4 %.

Zhang Deyong soutient par conséquent que la croissance économique de la Chine est stable et que cette tendance positive de long terme ne sera pas remise en question. Il estime que la poursuite de la réforme, de l'ouverture et des innovations systémiques promues par les pouvoirs publics seront porteuses de croissance pour l'économie chinoise. **Zhang Deyong invite la Chine à promouvoir un « développement de qualité », lui recommande un programme de réformes structurelles axées sur l'offre et l'approfondissement des réformes dans certains domaines clés.** Il préconise d'accorder davantage d'attention aux règles et au degré d'ouverture des institutions chinoises, tout en facilitant davantage l'accès à ses marchés.

L'analyse de Li Xunlei s'ouvre sur une note bien moins optimiste. **Li Xunlei appuie son analyse sur l'architecture de la « troïka » (三驾马车) : consommation, investissement et commerce extérieur.** Au premier semestre de 2019, le PIB chinois a crû de 6,3 %⁵, une croissance conforme à la fourchette des 6 à 6,5 % proposés dans le rapport gouvernemental daté de début 2019.

Néanmoins, du côté de la consommation, Li Xunlei souligne une tendance à la baisse de la croissance. Si en 2018 les ventes au détail de biens de consommation ont augmenté de 9 % environ, le taux de croissance moyen constaté au premier semestre de 2019 est, lui, tombé à 8,4 %. Quant à la croissance des ventes au détail de biens de consommation, elle a atteint 9,8 % en juin, un chiffre à attribuer à l'industrie automobile⁶. Les autres taux de croissance en matière de consommation, y compris dans le secteur des services, se sont avérés faibles. A titre d'illustration, l'indice des prix à la consommation du secteur des services est passé de 3 à moins de 2 %.

Notre second analyste pense que le manque d'optimisme perçu chez les consommateurs peut s'expliquer par la stagnation du revenu disponible des ménages chinois. Li Xunlei constate une grande similarité entre la tendance de la croissance des revenus et celle des ventes de biens de consommation.

5. Li Xunlei, « How to Treat China's Economic Operation and Policy Trends in 2019 如何看待2019年中国经济运行与政策趋势 », *Journal of Contemporary Financial Research* 当代金融研究 4, 2019, n° 13.

6. The reason for such a large increase was the June 30 deadline to sell cars built to China-5 emissions standards. The central government had ramped up its anti-pollution drive last year and has aggressively pursued the adoption of the electric cars and its stage-6 emission standards. After the deadline only vehicles meeting new stage-6 standards could be put up for sale. The China-5 emissions cars had been reduced in price and the sales volume therefore rose sharply.

Toutefois, alors qu'en 2018, le revenu disponible par habitant parmi les catégories sociales à revenus élevés avait augmenté de 8,8 %, les catégories à revenus intermédiaires n'ont connu qu'une hausse de 3,2 %. **En tenant compte de l'inflation, la croissance des revenus de ces catégories est donc quasiment nulle. Si l'on en croit Zhang Deyong, c'est la principale raison de la lenteur de la progression de la consommation intérieure.** En outre, la structure de la consommation a pu être marquée par une certaine divergence, la consommation de biens haut de gamme et de produits de luxe ayant ainsi, par contraste, augmenté rapidement.

Deuxièmement, le taux de croissance des investissements dans le secteur manufacturier, à destination des actifs immobilisés, est tombé à 3 % au cours du premier semestre de 2019. Selon Li Xunlei, cette évolution indique que le ralentissement des investissements dans le secteur industriel est fortement lié à la timidité de la demande intérieure et à la hausse des coûts de la main-d'œuvre. Le taux de croissance de l'investissement immobilier a quant à lui grimpé à 10,9 %, devenant ainsi le principal facteur de stabilisation de la croissance de l'investissement dans les actifs immobilisés. Quant au taux de croissance des investissements dans les infrastructures, il a été relativement faible, de l'ordre de 4 % seulement. **Li Xunlei en vient à la conclusion qu'il ne serait pas réaliste de stimuler la croissance économique par des investissements dans les infrastructures en 2019.**

Enfin, du côté du commerce extérieur, Li Xunlei constate (contrairement à notre premier analyste) une faiblesse générale des exportations en 2019 liée à l'accroissement des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. En résumé, au cours du premier semestre de l'année, chacun des trois vecteurs de la « troïka » a connu un essoufflement. Par conséquent, si le ralentissement économique actuel n'est pas majeur, il peut être porteur d'une tendance constante à la baisse.

Face à ces défis, Li Xunlei conseille de se concentrer sur la résolution des problèmes structurels, en augmentant par exemple la part des dépenses publiques allouées à la sécurité sociale. L'augmentation des fonds de Sécurité sociale renforcerait la confiance des consommateurs et, partant de là, les taux de consommation eux-mêmes. En matière de taxes et de redevances, Li Xunlei estime qu'il est nécessaire de réduire davantage les coûts de financement des petites et moyennes entreprises (PME) et de mettre en œuvre les politiques de soutien correspondantes. Selon lui, **« plutôt de se contenter de déclamer des slogans, il faut des mesures concrètes »** (而不是只是喊口号，需要有实际的举措).

L'augmentation des fonds de Sécurité sociale renforcerait la confiance des consommateurs, et partant de là, les taux de consommation eux-mêmes.

Li Xunlei note qu'à terme, comme aux États-Unis ou au Japon, l'économie chinoise sera tirée par la consommation. Or la principale force de la consommation chinoise réside dans la classe moyenne et les catégories à faibles revenus, qui croissent actuellement plus lentement que la classe moyenne supérieure. En conséquence, l'analyste recommande d'abord de réduire le niveau des taux d'intérêt, afin que les PME puissent réduire leurs coûts de financement, ce qui augmenterait en retour l'emploi et les revenus des catégories à revenus moyens et faibles.

Par ailleurs, selon Li Xunlei, il est aujourd'hui nécessaire de parvenir, par le biais

des dépenses publiques, à un développement social plus équilibré. A l'heure actuelle, le niveau de la dette du secteur résidentiel augmente rapidement et celui du secteur des entreprises est pratiquement le plus élevé au monde. **Il est à ses yeux impératif que les entreprises et le secteur résidentiel stabilisent leurs dettes, notamment du fait du vieillissement continu de la population et de la constante augmentation du niveau d'endettement de la société dans son ensemble.** Li Xunlei estime que seul le gouvernement central, qui a d'importants actifs disponibles, est à même de couvrir la hausse du taux d'endettement de ces deux secteurs.

Une sécurité sociale améliorée encouragerait à son tour les ménages à consommer davantage. Li Xunlei constate que les citoyens chinois expriment de l'inquiétude face à leurs futures retraites et à la question du financement de l'éducation de leurs enfants. Cette inquiétude pourrait expliquer leur prudence en matière de consommation. **C'est, selon lui, le souci d'une protection sociale future qui justifie principalement le niveau élevé du taux d'épargne des ménages chinois.** Li Xunlei suggère de s'appuyer sur les importantes ressources publiques pour couvrir les besoins de l'économie chinoise à l'avenir, comme le déficit de la sécurité sociale. Il considère que les bénéfices des entreprises d'État pourraient être réinjectés dans l'économie, des transferts de capitaux propres en d'autres termes, ce qui est un des grands avantages du système d'entreprises publiques propre à la Chine.

En conclusion, compte tenu des différents défis auxquels la Chine est confrontée, tant sur le plan intérieur qu'à l'international, Pékin devra probablement agir sur ces deux fronts, c'est-à-dire en promouvant les nouveaux moteurs de sa croissance tout en s'attaquant aux problèmes profonds de ses moteurs traditionnels.



LA LOI ANTI-MONOPOLE CHINOISE : PLUS QU'UN SIMPLE BOUT DE PAPIER ?

La loi anti-monopole de 2008 est la gardienne de l'économie de marché moderne, selon les mots de Shi Jichun, professeur au département de droit de l'Université Renmin⁷. La loi anti-monopole étant fondée sur l'existence d'une économie de marché, elle n'aurait pas eu de sens à l'époque du système chinois d'économie planifiée. **Avec la mise en place de réformes économiques axées sur une logique de marché et des mécanismes de concurrence, le besoin d'un cadre juridique permettant de lutter contre les monopoles et de garantir ce principe de concurrence s'est fait sentir, conduisant ainsi à l'adoption de cette loi.** L'élaboration de la loi a permis en Chine, selon le chercheur à l'Institut de droit de l'Académie chinoise des sciences sociales Wang Xiaoye, une « libéralisation de l'esprit, un enracinement du concept d'économie de marché dans le cœur de la population (深入人心) et un pas crucial vers le déploiement d'une concurrence loyale »⁸.

L'adoption de la loi anti-monopole a posé un jalon important de la réforme économique chinoise et joué un rôle essentiel dans les efforts menés par

La loi anti-monopole étant fondée sur l'existence d'une économie de marché, elle n'aurait pas eu de sens à l'époque du système chinois d'économie planifiée.

la Chine pour optimiser son économie socialiste de marché depuis l'époque de Deng Xiaoping. En 1978, conscient de l'écart croissant entre la Chine et les pays développés, Deng Xiaoping avait annoncé un tournant, celui de la « politique de la porte ouverte ». **La logique était simple : si la Chine « ferme sa porte et refuse tout progrès (关起门来, 固步自**

封) », elle ne se développera jamais⁹. En outre, il s'agissait que l'ouverture de la Chine soit complétée par des réformes internes, afin d'accroître la capacité chinoise à tisser des liens à travers le monde.

Au cours des dernières décennies, selon Zhang Zhuoyuan, chercheur à l'Institut d'économie de l'Académie chinoise des sciences sociales, la réforme économique de la Chine a suivi deux grandes orientations¹⁰. La première, axée sur la consolidation de son système économique socialiste, présente trois aspects essentiels. D'abord, elle a donné le feu vert aux initiatives individuelles et privées, qui avaient cessé d'exister entre 1953 et 1957 en raison de la transition vers le socialisme. La Chine s'est retrouvée dans une situation où elle disposait d'une main-d'œuvre abondante mais sans offrir les emplois correspondants (人浮于事)¹¹. Or, le pays avait besoin de 20 millions d'emplois nouveaux chaque année¹². Le deuxième volet de la réforme consistait à créer des zones économiques spéciales. **Malgré le manque de clarté quant à la question de savoir si elles devaient « s'aligner sur des caractéristiques capitalistes ou socialistes » (姓资还是姓社), les zones économiques spéciales ont été considérées comme essentielles pour attirer les investissements étrangers, encourager l'acquisition de technologies avancées et favoriser les échanges commerciaux.** On y a également vu une opportunité pour observer



VIVIANA ZHU

Viviana Zhu est chargée d'études Asie à l'Institut Montaigne. Avant de rejoindre l'Institut Montaigne, elle était coordinatrice du programme Asie à l'ECFR. Elle est diplômée d'un master en politique internationale de la School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London, où elle s'est concentrée sur l'étude de la Chine et des questions internationales.

7. Shi Jichun, "Anti-Monopoly Law and Socialist Market Economy 《反垄断法》与社会主义市场经济", *The Jurist*, N° 1, 2008, http://www.cssn.cn/ff/ff_jjfx/201503/t20150311_1541380.shtml

8. Zhao Xin & Zhou Guohe, "The Anti-Monopoly Law Is a Milestone in China's Economic System Reform 反垄断法是中国经济体制改革的里程碑", *Shenzhen Special Zone Press*, 24 septembre 2019, <http://theory.workercn.cn/244/201909/24/190924094841281.shtml>

9. "Deng Xiaoping and the Third Plenary Session of the 11th CPC Central Committee 邓小平与中共十一届三中全会", *en.people.com*, 23 janvier 2019, <http://dangshi.people.com.cn/n1/2019/0123/c85037-30586524.html>

10. Zhang Zhuoyuan, "The Two Main Lines of China's Economic Reform 中国经济改革的两条主线", *Social Sciences in China 中国社会科学*, N° 11, 2018 http://www.cssn.cn/zx/201908/t20190824_4961702.shtml

11. "Deng Xiaoping and the Third Plenary Session of the 11th CPC Central Committee 邓小平与中共十一届三中全会", *en.people.com*, 23 janvier 2019, <http://dangshi.people.com.cn/n1/2019/0123/c85037-30586524.html>

12. Zhang Zhuoyuan, "The Two Main Lines of China's Economic Reform 中国经济改革的两条主线", *Social Sciences in China 中国社会科学*, N° 11, 2018 http://www.cssn.cn/zx/201908/t20190824_4961702.shtml

la mécanique capitaliste et en tirer des leçons. Enfin, le dernier élément a été la réforme de la propriété des entreprises, avec une structure qui a créé des responsabilités mixtes pour l'État et les entreprises.

L'autre grande orientation de la réforme économique a été, selon Zhang Zhuoyuan, le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, permettant une allocation des ressources fondée sur une logique de marché. L'objectif était ici de créer un système sur mesure, tirant à la fois parti d'un marché efficace (有效市场) et d'un gouvernement actif (有为政府)¹³. En d'autres termes, il s'agissait de laisser simultanément la « main invisible (看不见的手) » du marché et la « main visible (看得见的手) » de l'État jouer leur rôle¹⁴. Auparavant, sous l'ère Mao, le potentiel du marché avait été tant déconsidéré qu'il était devenu un marché passif, sans aucun impact *bottom-up*¹⁵. Dans ce contexte de transition vers l'économie de marché, la loi anti-monopole, adoptée en 2007 et entrée en vigueur le 1^{er} août 2008, en est sans aucun doute un élément essentiel. Pourtant, la culture de la libre-concurrence fait encore défaut à la Chine ; les entreprises, le gouvernement et l'opinion publique ne sont pas encore conscients de la nécessité de lutter contre les monopoles¹⁶. C'est aussi la raison pour laquelle le processus législatif a été extrêmement complexe - il a nécessité vingt années d'efforts entre 1987 et l'adoption de la loi en 2007.

Le processus législatif a suivi une stratégie consistant à la fois à « sortir » (走出去) vers d'autres pays et à les « inviter » (请进来)¹⁷. En d'autres termes, l'équipe chargée de rédiger la loi s'est rendue dans des pays dotés d'une loi anti-monopole avancée, voyageant en Europe, aux États-Unis, en Australie et au Japon - l'idée étant de tirer des leçons de l'expérience de cette loi par ces pays. Le projet de loi chinois a par ailleurs été soumis aux commentaires et aux conseils d'experts et d'officiels étrangers. La Chine a cependant buté sur deux obstacles. Tout d'abord, l'applicabilité de ce type de loi à son propre système. Wang Xiaoye se souvient ainsi que certains universitaires étaient opposés à l'idée d'une loi anti-monopole, arguant que la taille des entreprises chinoises était trop petite par rapport à celle des grandes entreprises américaines et allant jusqu'à considérer que la Chine avait besoin d'encourager des monopoles pour favoriser l'émergence de grandes entreprises. D'autres universitaires néanmoins, se rappelle Wang Xiaoye, avaient quant à eux plaidé en sa faveur.

Le monopole administratif du gouvernement restreint la concurrence beaucoup plus que ne le font les entreprises.

Le second obstacle résidait dans la question de savoir comment agir face au monopole administratif existant. Les intérêts des entreprises d'État, créées à l'époque de l'économie planifiée, étaient étroitement liés à ceux du pouvoir exécutif. Avec le soutien de l'État, ces entreprises bénéficient déjà d'un monopole dans leur secteur respectif. En conséquence, les entreprises d'État comme le pouvoir exécutif espéraient sortir du champ d'application de la loi. Le monopole administratif du gouvernement restreint la concurrence beaucoup plus que ne le font les entreprises. **Si rien n'empêche le gouvernement d'entraver la concurrence, le risque est que la loi anti-monopole ne soit qu'un « simple bout de papier » (花瓶)**¹⁸. Ainsi, même si le volet de la loi portant sur la question du monopole de l'administration chinoise avait été supprimé du premier projet de loi de 2005, la version ultérieure de la loi l'a réintégré.

Le fait d'inclure la question du monopole de l'administration n'a néanmoins pas résolu la question de celui des entreprises d'État. Xu Xiaosong, directrice adjointe de l'*Institute of Economic Law (University of Political Science and Law of China)*, plaide en faveur d'un cadre réglementaire anti-monopole distinct

13. YLin Yifu, "Achievements, Experiences and Challenges of China's Economic Reform 中国经济改革的成就、经验与挑战," *Economic Times*, 29 décembre 2018, http://www.cssn.cn/zm/201812/t20181229_4803850.shtml

14. "Exploration and Enlightenment of the Economic System over the Past 70 Years 70年来经济体制的探索与启示," *Economic Times*, 16 septembre 2019, <http://theory.people.com.cn/n1/2019/0916/c40531-31354094.html>

15. *Ibid.*

16. Shi Jianzhong, "Tenth Anniversary of the Anti-Monopoly Law: Effectiveness of Implementation and Direction for Strengthening 反垄断法十周年:实施成效与强化方向," *Guangming Daily*, 29 juillet 2018, http://www.cssn.cn/jjx/jjx_gd/201807/t20180729_4512809.shtml

17. Wang Xiaozhang, "My Anti-Monopoly Law Research Path 我的反垄断法研究之路," *lolaw.org*, <https://www.lolaw.org.cn/showArticle.aspx?id=3687>

18. Zhao Xin & Zhou Guohe, "The Anti-Monopoly Law Is a Milestone in China's Economic System Reform 反垄断法是中国经济体制改革的里程碑," *Shenzhen Special Zone Press*, 24 septembre 2019, <http://theory.workercn.cn/244/201909/24/90924094841281.shtml>

qui serait, lui, axé sur les entreprises d'État¹⁹. Elle souligne l'incompatibilité fondamentale entre les entreprises d'État et la loi anti-monopole existante : ces entreprises sont créées par l'État pour intervenir sur le marché et non pour contribuer à la concurrence. En outre, l'article 7 de la loi anti-monopole oblige l'État à protéger les activités commerciales dans une économie socialiste de marché. Xu Xiaosong interprète cela comme une reconnaissance de la légitimité du statut monopolistique des entreprises d'État. **Une étude publiée par l'Unirule Institute of Economics en 2012 évoque également le problème soulevé par l'article 7²⁰. Cette étude considère l'article comme absolument redondant (画蛇添足) et y voit une source de malentendus.** À titre d'illustration, selon l'étude, le « monopole lié à des secteurs vitaux de l'économie nationale » ne devrait pas constituer une catégorie en soi. L'étude explique cependant, contrairement à ce qu'avance Xu Xiaosong, que d'un point de vue strictement juridique, la loi anti-monopole ne vient pas exempter le monopole de l'administration chinoise ; des mesures supplémentaires sont encore nécessaires pour briser les monopoles administratifs. Parmi ces mesures figure par exemple le retrait des entreprises d'État des secteurs à but lucratif.

De 2008 à 2018, 164 cas d'ententes et 44 cas d'abus de position dominante sur le marché ont fait l'objet d'enquêtes et ont été traités²¹. Sur la question de la lutte contre les monopoles, la Chine a l'avantage d'être un retardataire (后发优势), ce qui lui permet de tirer les leçons de l'expérience d'autres pays et d'améliorer progressivement la mise en œuvre de son régime juridique²². 2018 a

De 2008 à 2018, 164 cas d'ententes et 44 cas d'abus de position dominante sur le marché ont fait l'objet d'enquêtes et ont été traités.

vu la création de l'Administration d'État pour la régulation du marché, qui relève directement du Conseil des affaires de l'État, donc du gouvernement chinois, et a pour mission les enjeux de l'application de la loi anti-monopole. Auparavant, le pouvoir d'application était réparti entre le ministère du Commerce, la Commission nationale pour le Développement et des Réformes et l'Administration nationale pour l'industrie et le commerce. **Ces trois autorités étaient « apparemment en harmonie mais en réalité en désaccord » (貌合神离) en raison de différences ayant trait à leurs priorités et à leur domaine d'expertise respectifs²³.** De plus, compte tenu de leur niveau d'autorité, qui n'est jamais que celui d'un « bureau » (局), les trois autorités avaient tendance à « avoir du cœur mais à manquer de force (心有余而力不足) » lorsqu'elles devaient traiter avec certaines entreprises d'État d'un rang supérieur²⁴. Pour le dire autrement, elles n'avaient pas le pouvoir d'interférer avec les activités de ces entreprises. Depuis sa création, en juillet 2019, l'Administration d'État pour la régulation du marché a publié trois règlements²⁵ qui complètent la loi anti-monopole, en y apportant davantage de fonctionnalité et de transparence²⁶.

En plus de cette avancée, un amendement à la loi de 2008 est également en cours. La préparation de la version préliminaire est terminée et elle est désormais entrée dans une phase de consultation. Liu Zhicheng, chercheur à la *Chinese Academy of Macroeconomic Research*, souligne qu'il est urgent de mettre à jour la loi²⁷, puisque **sa version actuelle n'est plus en capacité de répondre à l'émergence de nouvelles formes de concurrence et de monopole.** En outre, beaucoup d'industries sont encore très réglementées, ce qui restreint les investissements étrangers ; c'est le cas par exemple pour le pétrole, l'énergie et les communications. Le chercheur souligne que ces secteurs sont davantage concurrentiels dans les pays développés, ce qui amène une plus grande flexibilité sur les prix et davantage d'options de services. La réforme du marché chinois est insuffisante et en retard sur l'Europe et les États-Unis²⁸. Rendre la loi anti-monopole plus efficace, en matière de volonté de mise en œuvre et d'application, doit être une priorité.

19. Sun Jin & Zhang Tian, "Thoughts on the Application of the Anti-Monopoly Law to Monopoly of SOEs 关于《反垄断法》对垄断国企适用问题的思考," *Research on Rule of Law*, N°8, 2014, http://www.cssn.cn/fx/jjfx/201410/t20141008_1352808.shtml

20. "The Causes, Behaviors, and Termination of Administrative Monopoly in China 中国行政性垄断的原因、行为与破除," *Unirule Institute of Economics*, 2 August 2012, <https://unirule.cloud/index.php?c=article&id=3334>

21. Shi Jianzhong, "Tenth Anniversary of the Anti-Monopoly Law: Effectiveness of Implementation and Direction for Strengthening 反垄断法修订要解决执法中最迫切问题," *Guangming Daily*, 29 juillet 2018 http://www.gov.cn/zhengce/2018-11/17/content_5341255.htm

22. Shi Jianzhong, "Tenth Anniversary of the Anti-Monopoly Law: Effectiveness of Implementation and Direction for Strengthening 反垄断法十周年:实施成效与强化方向," *Guangming Daily*, 29 juillet 2018, http://www.cssn.cn/jjx/jjx_gd/201807/t20180729_4512809.shtml

23. *Ibid.*

24. "Speeding Up the Merger of Three Anti-Monopoly Authorities 反垄断机构“三合一”全面提速," *Xinhua*, 25 mai 2018, http://www.xinhuanet.com/fortune/2018-05/25/c_1122886715.htm

25. Interim Regulation Prohibiting Monopoly Agreement (禁止垄断协议暂行规定), Interim Regulation Prohibiting Conduct Abusing Dominant Market Positions (禁止滥用市场支配地位行为暂行规定), Interim Regulation Preventing Conduct Abusing Administrative Rights to Eliminate or Restrict Competition (制止滥用行政权力排除、限制竞争行为暂行规定)

26. "Three Supporting Regulations Are About to Be Implemented 三部配套规章实施在即," *Xinhua*, 12 juillet 2018, http://www.xinhuanet.com/fortune/2019-07/12/c_1210191674.htm

27. *Ibid.*

28. "Analysing China's Economic System Reform and Economic Growth 浅析中国经济体制改革与经济增长," *Modern Business Magazine*, N° 3, 2019, <http://www.xdsyzs.com/guanlizongheng/5022.html>

Pour reprendre les termes que Xi Jinping a employés lors de son discours à la conférence du 40^e anniversaire de la réforme et de l'ouverture de la Chine, ces deux mots symbolisent le réveil de la Chine, mais il reste encore un long chemin à parcourir²⁹. Les efforts que mène la Chine pour créer des champions dans certains secteurs brouillent néanmoins les pistes : la Chine a-t-elle réellement l'intention de créer les conditions d'une concurrence équitable ? Ne cherche-t-elle pas plutôt à l'emporter sur ses concurrents mondiaux ? En cela, la publication de la version amendée de la loi anti-monopole sera peut être porteuse de davantage de clarté quant à l'orientation politique réelle recherchée par la Chine.

²⁹. "Speech at the 40th Anniversary of Reform and Opening in the celebration of the 40th anniversary of the reform and opening up," *Xinhua*, 18 décembre 2018, http://www.xinhuanet.com/politics/leaders/2018-12/18/c_1123868586.htm



L'IMPACT DE LA GUERRE COMMERCIALE SUR L'ÉCONOMIE CHINOISE

Les États-Unis et la Chine sont aujourd'hui enlisés dans ce qui relève de la plus grande guerre commerciale depuis la loi Hawley-Smoot, promulguée en 1930 par les États-Unis. Les droits de douane prélevés sur les produits chinois sont passés de 3 % en moyenne en janvier 2018 à plus de 20 % en septembre dernier. Ils auraient pu couvrir toutes les exportations chinoises en décembre si les deux parties n'étaient parvenues à une trêve, qui pourrait être figée sous forme de la signature de la première phase d'un accord en janvier prochain. La croissance économique rapide de la Chine au cours des dernières décennies n'aurait pas été possible sans l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE) et sans l'essor de ses exportations, décuplées par son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. **La guerre commerciale risque d'inverser la tendance de ces dernières décennies et d'exercer une pression à la baisse sur la croissance économique chinoise.** Cette dernière, établie à 6 % au troisième trimestre de 2019 selon les sources officielles, est ainsi la plus faible depuis le premier trimestre de 1992, année lors de laquelle la Chine a commencé à publier ces statistiques trimestrielles. On imagine que les chiffres réels sont bien inférieurs encore.

Néanmoins, la plupart des analystes chinois multiplient les déclarations publiques véhémentes sur les chances chinoises de l'emporter dans la guerre commerciale. Le professeur Song Guoyou, de la *School of International Relations and Public Affairs* de l'Université Fudan, prône l'intransigeance à l'égard des États-Unis et invite la Chine à « oser riposter » (应战敢战善战)³⁰. Il reconnaît que le conflit sino-américain a eu un impact défavorable sur les activités commerciales mais « dans une perspective holistique et de long terme, cet impact est global. Il est contrôlable, et le tableau complet des avantages du développement économique chinois est évident ». Par ce tableau complet des avantages

La rhétorique du leadership américain dans l'ordre international libéral n'est rien d'autre qu'un subterfuge permettant aux États-Unis de servir égoïstement leur intérêt national.

leadership du Parti communiste chinois, à un marché intérieur en expansion en matière de consommation, au caractère de plus en plus sophistiqué des infrastructures chinoises et aux vastes liens de la Chine avec le système économique mondial. Selon lui, la cause fondamentale des frictions commerciales sino-américaines est à chercher du côté de la recherche, par les États-Unis, d'un maintien de leur hégémonie face à la montée en puissance de la Chine. En tant que telle, à ses yeux, la rhétorique du leadership américain dans l'ordre international libéral n'est rien d'autre qu'un subterfuge permettant aux États-Unis de servir égoïstement leur intérêt national. Cette analyse ne fait aucune mention du bien-fondé de divers enjeux politiques sous-tendant les négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, comme la protection de la propriété intellectuelle, les transferts forcés de technologie, la politique industrielle ou encore l'accès aux marchés.



JIAKUN JACK ZHANG

Jiakun Jack Zhang est professeur adjoint en sciences politiques à l'Université du Kansas (*Kansas University, KU*). Il est détenteur d'un doctorat du département de Science politique de l'Université de Californie à San Diego (*UCSD*). Ses recherches portent sur l'économie politique du commerce et des conflits en Asie de l'Est. Il s'intéresse plus particulièrement aux causes et aux modalités de l'emploi de la coercition militaire et économique lors de différends diplomatiques. En 2018-2019, il était postdoctoral research fellow au *Niehaus Center for Globalization and Governance* à l'université de Princeton. Le Professeur Zhang a été consultant pour le Eurasia Group et l'Economist Intelligence Unit.

³⁰ Song Guoyou, "To End the War, China Should Fight, Must Dare to Fight, And Can Fight Well," *People's Daily* 人民日报, 29 août 2019, <http://opinion.people.com.cn/GB/n1/2019/0829/c1003-31323709.html>

Le professeur Zhong Maochu, de l'*Institute of Economics* de l'Université de Nankai, est tout aussi confiant dans la capacité chinoise à faire face à l'escalade des tensions commerciales avec les États-Unis. Ainsi, il fait valoir que le niveau élevé d'interdépendance entre les deux économies rend le découplage total (脱钩) ou l'idée d'une paralysie totale de l'économie chinoise extrêmement difficiles³¹. Dans le même temps, il est convaincu que, grâce à la réforme dont il a bénéficié, **le système économique chinois est désormais capable de digérer les coûts de transaction engendrés par les tensions commerciales**. Zhong Maochu salue également la taille et la résilience de l'économie chinoise, son système d'infrastructures bien développé et la force des industries technologiques chinoises, qui s'adressent directement aux consommateurs. Il encense enfin les décideurs macroéconomiques chinois, qu'il juge expérimentés, et qui ont aidé à la formulation d'une « stratégie de riposte rationnelle et efficace » pour faire face à la crise financière mondiale de 2008.

31. "Zhong Maochu, "China's Economy Is Fully Capable of Coping with Escalating Sino-US Economic and Trade Frictions," *Specials* 特别策划, 14 juin 2019.

Zhong Maochu, comme Song Guoyou, construit son discours autour de l'idée d'un déclin américain et dépeint la guerre commerciale comme une tentative des États-Unis de renvoyer vers la Chine la responsabilité de leur propre mauvaise gestion économique. Pour lui, les causes profondes des problèmes économiques de l'Amérique, que sont l'érosion de son industrie, le lourd fardeau de sa dette, sa consommation excessive et son déficit commercial, sont à mettre sur le compte du dollar américain et de son statut dominant de monnaie mondiale. **S'il est vrai que la Chine n'est pas la cause de ces problèmes, l'auteur évite de reconnaître que ce sont toutes ces politiques américaines qui ont permis l'affirmation du modèle de croissance chinois axé sur les exportations.** Le rôle des investissements directs étrangers en Chine est ainsi totalement absent de son analyse.

Les États-Unis ne sauraient se permettre d'exclure la Chine de « l'ensemble de la chaîne industrielle » (全产业链) et ne peuvent faire autrement que de s'attaquer aux « faiblesses » (短板) chinoises.

Zhong Maochu préfère soutenir l'idée que les États-Unis ne sauraient se permettre d'exclure la Chine de « l'ensemble de la chaîne industrielle » (全产业链) parce que leur propre système économique ne pourrait en supporter le coût. Selon lui, les États-Unis ne peuvent faire autrement que de s'attaquer aux « faiblesses » (短板) chinoises par le biais des barrières commerciales. Bien qu'il ne fournisse pas d'exemples précis de ces « faiblesses », il fait très probablement référence aux entreprises chinoises de haute technologie inscrites sur la liste des entités américaine. Zhong Maochu soutient que, pour « combler ces faiblesses », la meilleure option serait de parvenir à remplacer les industries touchées par les tensions économiques et commerciales en développant des industries nouvelles³². **Cette recommandation, quelque peu controversée, revient à lutter contre le découplage par le découplage et à approuver, de manière implicite, les politiques industrielles d'innovation chinoise qui ont conduit de nombreuses entreprises américaines à soutenir la guerre commerciale de l'administration Trump.** Zhong Maochu plaide également en faveur d'un système commercial international basé sur la devise chinoise, le renminbi, sans admettre les tensions qui ont pu être générées par la dévaluation du yuan en soutien aux exportateurs (ce que la Banque populaire chinoise a fait) et par son renforcement qui visait, lui, à accroître l'attractivité du renminbi en tant que monnaie de réserve.

32. *Ibid.*

Le professeur Chen Yuanqing, de la *School of Economics* de l'Université normale de Tianjin, appelle également au renforcement de l'innovation scientifique et technologique³³. À ses yeux, les perturbations qu'a subies le secteur industriel sous l'effet des progrès technologiques a poussé l'innovation scientifique et technologique dans une arène de concurrence stratégique entre les deux pays ;

33. *Ibid.*

c'est là, selon lui, le principal motif de la guerre commerciale. Contrairement à Zhong Maochu, **Chen Yuanqing insiste pour que la Chine s'efforce de « construire un pays innovant » (建立创新型国家) et de devenir une « grande puissance technologique » (科技强国) en adhérant aux règles de l'OMC et en faisant preuve d'initiative en matière de réforme et d'ouverture.**

Chen Yuanqing critique la posture unilatérale et protectionniste américaine, qu'il perçoit comme allant à contre-courant de la mondialisation. Mais ses recommandations politiques, qui visent la création d'un « système indépendant de capacité d'innovation » (自主创新能力体系), laissent davantage de place à la participation de partenaires étrangers. Il exhorte la Chine à créer les conditions d'un accroissement des investissements directs étrangers et à développer des entreprises multinationales dotées de capacités d'innovation à l'échelle mondiale. Il préconise le renforcement de la coopération et des échanges technologiques internationaux et la création de plateformes d'innovation de rang mondial, qui s'appuieraient sur les universités et les instituts de recherche nationaux. **Il n'écarte pas, néanmoins, la participation du gouvernement dans l'économie au nom de la promotion de l'innovation ; il suggère de recourir à des « politiques industrielles raisonnables » (合理的产业政策) afin d'orienter le capital national vers la chaîne industrielle haut de gamme des industries émergentes mondiales et de favoriser ainsi des entreprises multinationales dotées de capacités d'innovation à l'échelle mondiale.**

Selon lui, le gouvernement doit jouer un rôle dans la recherche fondamentale, dans l'octroi de licences technologiques, dans le fait d'inciter les entreprises à saisir les possibilités offertes par les industries émergentes et dans l'investissement dans l'enseignement supérieur. À

Ces différentes analyses de l'impact de la guerre commerciale n'offrent pas de statistiques précises sur les performances économiques chinoises.

ses yeux, si elle renforce l'investissement et l'orientation stratégique de ses politiques, la Chine pourra se doter d'un système universitaire et d'un ensemble d'institutions de recherche de rang mondial, sur lesquels elle pourra s'appuyer pour mener des activités indépendantes de recherche et de développement technologique, et former des talents innovants et une main d'œuvre de qualité. Selon cette approche, le gouvernement se fait ici le médiateur entre le capital social et le capital des entreprises, afin d'encourager l'innovation.

Ces différentes analyses de l'impact de la guerre commerciale n'offrent pas de statistiques précises sur les performances économiques chinoises. Elles ne reconnaissent pas non plus les conséquences de l'intervention de l'État dans l'économie. En 2018, 20 % des exportations chinoises ont eu comme débouché les États-Unis ; la consommation intérieure de la Chine ne représentait que 39 % de son PIB, contre 69 % aux États-Unis. Selon d'autres données récentes, la Chine s'appuie de plus en plus sur son secteur public pour ses investissements en actifs immobilisés, dont le ralentissement actuel est considérable - sans compter que le commerce, la consommation et l'investissement sont tous en baisse. Dans le même temps, **le gouvernement subit, en interne, des pressions de plus en plus intenses lui enjoignant d'assouplir la politique monétaire ou de procéder à une augmentation des dépenses publiques dans le but de stimuler la croissance - des évolutions qui risqueraient d'exacerber les « effets secondaires » de la dette chinoise.** Pékin tente de répondre à ces désavantages structurels en affichant une volonté politique et, en conséquence, a réduit l'espace accordé aux discussions publiques sur ces questions.

La guerre commerciale est avant tout un jeu de stratégie. Si les États-Unis acceptent de lever les droits de douane, la Chine n'aura pas à affronter ces délicats compromis politiques. Or la partie américaine n'aura aucune raison de lever les droits de douane si elle a le sentiment que la Chine peut capituler. **Malgré un accord de phase 1 à portée de signature, cette guerre d'usure dure**

depuis 500 jours et frappe les deux économies. Chacune des parties à tout intérêt à tenir jusqu'à ce que l'autre cède. Ceci explique peut-être en partie pourquoi les chercheurs publiant dans des médias moins visibles, au-delà des récompenses financières des revues universitaires, ont adopté un ton bien plus conciliant. Par exemple, le professeur Liu Feng (*Institute of International Relations* de l'Université Tsinghua)³⁴ a récemment invité les chercheurs et décideurs américains et chinois à se pencher ensemble sur la recherche d'une gestion efficace de la compétition stratégique, afin de pouvoir éviter, à long terme, ces confrontations systématiques. Notons aussi dans une tribune que Song Guoyou a signée pour *Le Quotidien du Peuple*, il s'oppose à l'opinion selon laquelle « la Chine ne devrait pas riposter » et selon laquelle elle devrait « faire tous les efforts possibles pour satisfaire aux exigences des États-Unis ». Bien qu'il dénonce ce point de vue comme étant « manifestement erroné, naïf et très dangereux », cette formulation reconnaît l'existence d'un débat, qui mérite d'être réfuté. Il demeure délicat de saisir la diversité de l'appréhension de l'impact de la guerre commerciale par le milieu académique chinois avec des sources vérifiées par l'État - les trois auteurs analysés dans cet article ne couvrent probablement pas la diversité de ces opinions.

³⁴. Liu Feng, "Limits and Management of Sino-US Strategic Competition," *Contemporary International Relations* 现代国际关系, 2019, <http://mall.cnki.net/magazine/Article/XDGG201910003.htm>

NOTES

INSTITUT
MONTAIGNE

Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne est l'un des principaux *think-tanks* français et européens. Depuis 2000, il élabore des propositions concrètes au service de l'efficacité de l'action publique, du renforcement de la cohésion sociale, de l'amélioration de la compétitivité et de l'assainissement des finances publiques de la France. Il travaille activement sur de nombreux sujets européens et internationaux.

Adressés aux pouvoirs publics, aux acteurs économiques et politiques, ainsi qu'à l'ensemble des citoyens français, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse rigoureuse, critique et très largement ouverte sur les comparaisons internationales. Afin de forger ses propositions, l'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires, ainsi que des personnalités issues de la société civile.

MEMBRES

FRANÇOIS GODEMENT

Conseiller pour l'Asie
fgodement@institutmontaigne.org

MATHIEU DUCHÂTEL

Directeur programme Asie
mduchatel@institutmontaigne.org

ANGELA STANZEL

Senior Policy Fellow
astanzel@institutmontaigne.org

VIVIANA ZHU

Chargée d'études - Asie
vzhu@institutmontaigne.org

À PROPOS DU PROGRAMME ASIE

L'Institut Montaigne mène un travail d'analyse et de proposition sur l'impact pour la France et l'Europe des transformations de l'Asie. Les contours de l'ordre international futur se dessinent en effet largement en Asie : de la gouvernance multilatérale, au commerce international, en passant par la maîtrise des armements, le changement climatique, les problématiques d'innovation, de compétition technologique et de suprématie digitale. Dans le même temps, les choix de la France et de l'Europe, sur un large éventail de politiques publiques - innovation, concurrence, politiques industrielles - ne peuvent faire l'économie d'une compréhension de la Chine et de l'Asie.

Recevez chaque semaine l'actualité avec la newsletter de l'Institut Montaigne

